



AVIS D'APPEL D'OFFRES

129 MAI 2026

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 03/AONO/CUB/SG/DAF/SDMGP/SPMP/CIPM/2026 DU _____ POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ALENTOURS DE LA RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM 1^{er}, DÉPARTEMENT DE LA MIFI, RÉGION DE L'OUEST

(En procédure d'urgence)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget de la Communauté Urbaine de Bafoussam pour le compte de l'exercice 2026, le Maire de la ville de Bafoussam lance en procédure d'urgence, un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert pour le compte de ladite Communauté Urbaine pour les travaux d'aménagement des alentours de la résidence du gouverneur dans la Commune d'Arrondissement de Bafoussam 1^{er}, Département de la Mifi, Région de l'Ouest.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet de la présente consultation consistent en l'exécution des tâches définies ci-après :

- Travaux préparatoires ;
- Aménagement paysager ;
- Revêtement de sol ;
- Autre types aménagement ;
- Divers et finitions ;
- Et ce, suivant les spécifications contenues dans le CCTP.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux ne font l'objet ni de tranches, ni d'allotissement ; ils sont lancés en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, établi à l'issue des études préalables, est de vingt million (20 000 000) Francs CFA TTC

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution des travaux, fixé par le Maire de la Ville de Bafoussam (Maître d'Ouvrage) est de trois (03) mois, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux Entreprises de Travaux Publics de droit camerounais installées au Cameroun de catégorie D.

7. Financement

Les travaux objet sont financés par les Fonds propres de la Communauté Urbaine de Bafoussam, exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 221 28, aménagement des alentours de la résidence du Gouverneur de la Région de l'Ouest.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est *en ligne*. A cet effet, l'Avis d'Appel d'offres est publié en ligne sur la plateforme COLEPS.

9

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **400 000 (Quatre cent mille francs)** FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Bafoussam (à proximité de la Salle de Réunion du Secrétariat Général), dès publication du présent avis, Tel : 6 75 35 65 63). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maire de la Ville de Bafoussam.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service de Passation des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Bafoussam, situé à proximité de la Salle de Réunion du Secrétariat Général. Tel : 6 75 35 65 63.

Dès publication du présent avis, les soumissionnaires intéressés peuvent entrer en possession du Dossier susvisé contre versement d'une somme non remboursable de *cinquante mille (50 000) francs CFA* payable à la **Recette Municipale** de la CUB. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être mise en ligne via la plateforme COLEPS au plus tard le **21 JUIN 2026** à 10H00. Un (01) exemplaire original et une clé USB contenant les trois offres marquées comme telles, devra parvenir au Service de Passation des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Bafoussam TEL : 6 75 35 65 63, au plus tard le **21 JUIN 2026** à 10H00 et devra porter la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N° 03/AONO/CUB/SG/DAF/SDMGP/SPMP/CIPM/2026 DU _____ POUR LES TRAVAUX
D'AMÉNAGEMENT DES ALENTOURS DE LA RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR DANS LA COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM 1er, DEPARTEMENT DE LA MIFI, REGION DE L'OUEST**

(En procédure d'urgence)

FINANCEMENT : FONDS PROPRES DE LA CUB EXERCICE 2026

À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

13. Recevabilité des plis

Les originaux des pièces administratives, de l'offre technique et de l'offre financière doivent être placés dans des Enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé ne portant aucune indication sur l'identité du soumissionnaire. Ces offres doivent être accompagnés d'une clé USB contenant les offres.

Seront recevables par les services du Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-

respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Ainsi que l'absence de la CEDEC

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

14. Ouverture des plis

L'ouverture de tous les plis (pièces administratives, des offres techniques et des offres financières) se fera en un seul temps sur la plateforme COLEPS le **21 JUIN 2026** à 11H00, dans la salle de réunion du Secrétariat Général de la Communauté Urbaine de Bafoussam, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Bafoussam. Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment représentés peuvent assister à cette séance.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité Administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres. En dehors de la quittance d'acquisition du DOA, en cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels¹. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires]

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- De l'absence du cautionnement de soumission timbré (Fiscal et Communal) dans l'offre à l'ouverture des plis (joindre le reçu de la caisse de dépôt et de conciliation, CEDEC) ;
- De la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Du non-respect d'au moins 70% (soixante-dix pour cent) soit **24 OUI sur 34** des critères dits essentiels, renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- De l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum ;
- De l'absence de l'attestation de catégorisation de **catégorie D** ;
- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- De l'absence de la capacité financière à **hauteur de 40% du montant TTC** (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, attestation de solvabilité financière) ;

¹ Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché

- Registre de commerce établie par le Tribunal de Première Instance du siège de l'entreprise soumissionnaire.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références spécifiques du soumissionnaire exempté de sa catégorisation ;
- La qualification et l'expérience du personnel
- Les moyens logistiques
- La méthodologie

NB : - Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Maire de la Ville de Bafoussam (Maitre d'Ouvrage) attribue le marché au soumissionnaire ayant :

- Obtenu le meilleur score à l'analyse technique au moins **70% de « OUI »**, soit **24 OUI sur 34 critères essentiel** ;
- Satisfait aux critères de qualification technique et financière requises ;
- Et dont l'offre est évaluée la moins disante, en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Les travaux relevés dans ledit Appel d'Offres sont lancés en un seul et unique lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de la date limite initiale de remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Bafoussam (situé à proximité de la Salle de Réunion du Secrétariat Général) Tel : 6 75 35 65 63 dès publication du présent avis ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation de faits de corruption ou de mauvaises pratiques, prière de contacter :

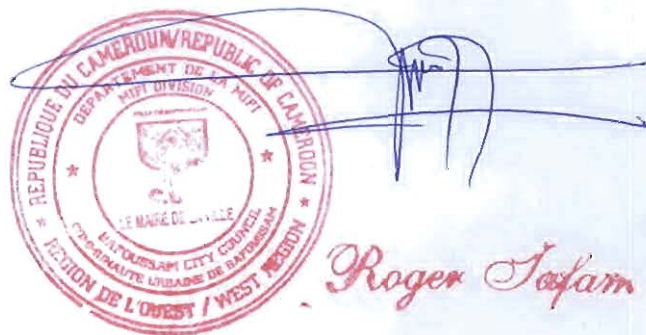
- CONAC au 1517 ;
- MINMAP : (+237) 671 12 81 08/ 694 70 63 36 / 699 37 07 48 ;
- L'ARMP : 6 99 60 70 87 ;
- MO/MOD : 699 75 14 07 / 699 50 68 81/ 699 97 41 47.

29 MAI 2026

Fait à Bafoussam, le _____
Le Maire de la Ville,

Copies :

- MINMAP/MIFI
- ARMP/OUEST ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM ;
- Affichage.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail-Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DE LA MIFI

COMMUNAUTE URBAINE DE BAFOUSSAM

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SOUS DIRECTON DES MOYENS GENERAUX ET DU PATRIMOINE

SERVICE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

VILLE DE BAFOUSSAM



C.U.B.

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

WEST REGION

MIFI DIVISION

BAFOUSSAM CITY COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

FINANCIAL'S AFFAIRS DEPARTMENT UNIT

SUB DIRECTION OF GENERAL RESOURCES AND HERITAGE

PUBLIC CONTRACTS PROCUREMENT SERVICE

NOTICE OF CALL TO TENDER

CALL TO TENDER N° 03/AONO/CUB/SG/DAF/SDMGP/SPMP/CIPM/2026 OF 29 MAI 2026 FOR
DEVELOPMENT WORKS ON THE GROUNDS SURROUNDING THE GOVERNOR'S RESIDENCE IN
THE DISTRICT OF BAFOUSSAM I, MIFI DEPARTMENT, WEST REGION
(In emergency procedure)

1. Purpose of the Call to Tender

As part of the execution of the Bafoussam City Council's own funds for the 2026 financial year, the Mayor of the city of Bafoussam is launching in an emergency procedure, an Open National Call to Tender on behalf of the said City Council for the development work of the grounds surrounding the governor's residence in the District of Bafoussam I, Mifi Department, West Region.

2. Scope of the Works

The works covered by this Call to Tender consist of the following tasks:

- Preparatory works ;
- Landscaping ;
- Floor covering ;
- Other types of development ;
- Miscellaneous and finishes ;
- And this, according to the specifications contained in the CCTP.

3. Tranches/Allotment

The works of the said call to tender are not subject to any allotments. They are launched in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation, established following preliminary studies, is **twenty million (20, 000,000) CFA francs including all taxes.**

5. Estimated completion time

The maximum timeframe for completion of the works, set by the Mayor of the City of Bafoussam (Project Owner), is **three (03) months** from the date of notification of the Service Order to start the services.

6. Participation and origin

Participation in this Call to Tender is open, on equal terms, to public works companies incorporated under Cameroonian law, established in Cameroon and meeting the qualification requirements specified in the RPAO with a **Category D** certificate.

7. Funding

The works in question are financed by the **Bafoussam City Council's own funds for the 2026 financial year** under budget line no. **221 28** development works on the grounds surrounding the Governor's residence of the West Region.

8. Method of submission

The method of submission chosen for this Call to Tender is **Online**. The Call to Tender is published online on the **COLEPS** platform.

9. Tender bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid in cash, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is included in document 14 of the DAO, for an amount of **400,000 (four hundred thousand CFA francs)** and valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond that has been produced but is not related to the consultation in question shall be considered as not having been provided. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Document

The physical tender file can be consulted free of charge at the Public Procurement Department of the Bafoussam City Council (located near the Meeting Room of the General Secretariat) upon publication of this notice Tel: 6 75 35 65 63). It can also be consulted online *on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm)* or on any other means of electronic communication indicated by the Mayor of the City of Bafoussam.

11. Acquisition of the Tender Document

A hard copy of the Tender Document can be obtained from the Public Procurement Department of the Bafoussam City Council (located near the General Secretariat Meeting Room) Tel: 6 75 35 65 63).

Upon publication of this Call to Tender, interested tenderers can be in possession of the Tender file against payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs** to the Municipal Revenue Office of the Bafoussam City Council. The electronic version can be downloaded free of charge from the above-mentioned websites; however, submission is subject to presentation of the receipt for payment of the **Tender file** acquisition fees.

12. Submission of tenders

Each bid, written in French or English, must be submitted in one (01) copy, including one (01) original copy and a USB key containing the three bids marked as such, and must be received by the Public Procurement Department of the Bafoussam City Council, TEL: 6 75 35 65 63, no later than **21 JUN 2026** at 10:00 a.m. and must be marked:

OPN NATIONAL CALL TO TENDER

N° 03/AONO/CUB/SG/DAF/SDMGP/SPMP/CIPM/2026 OF **29 MAI 2026** FOR DEVELOPMENT WORKS
ON THE GROUNDS SURROUNDING THE GOVERNOR'S RESIDENCE IN THE DISTRICT OF
BAFOUSSAM I, MIFI DEPARTMENT, WESTERN REGION
(In emergency procedure)

FINANCING: CUB EQUITY 2026 FINANCIAL YEAR

"To be opened only during the counting session"

13. Admissibility of bids

The originals of the administrative documents, technical bid and financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope bearing no indication of the bidder's identity. These bids must be accompanied by a USB stick containing the bids.

The following will be accepted by the Project Owner's services:

- Envelopes bearing any indication of the tenderer's identity;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission procedure.
- Envelopes without any indication of the identity of the Call to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or bids submitted in copies only;

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. The same applies to the absence of the CEDEC. A tender bond that has been produced but is not related to the consultation in question shall be considered absent. A tender bond presented by a tenderer during the opening of bids shall be inadmissible. However, the tender is conditional upon payment of the DAO purchase fees.

14. Opening of bids

All bids (administrative documents, technical bids and financial bids) will be opened at the same time on the COLEPS platform on **21 JUN 2020** at 11:00 a.m. in the meeting room of the General Secretariat of the Bafoussam City Council, by the Internal Procurement Commission of the Bafoussam City Council. Only tenderers or their duly authorized representatives may attend this session.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or certified copies by the issuing department or the competent Administrative Authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old or have been issued after the date of signature of the tender notice. Apart from the receipt for purchase of the DAO, in the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of opening the bids, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria². A criterion cannot be both eliminatory and essential. The purpose of these criteria is to identify and reject bids that are incomplete or do not comply with the essential conditions set out in the Tender Documents, in particular with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications of the Tender Documents and the qualification of bidders.

15.1 Elimination criteria

The elimination criteria set the minimum conditions that must be met in order to be eligible for evaluation according to the essential criteria. They must not be subject to scoring. Failure to comply with these criteria will result in the rejection of the tenderer's bid.

These include:

- The absence of a stamped tender bond (Fiscal and Municipal stamps) in the tender at the opening of bids (**attach the receipt from the Caisse de Dépôt et de Conciliation, CEDEC**);
- Failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the tender bond);
- False declarations, fraudulent tactics or falsified documents ;
- Failure to comply with at least 70% (seventy per cent) or **24 YES out of 34** of the criteria deemed essential, referring to the technical bid qualification threshold;
- Absence of a sworn statement confirming that no construction sites have been abandoned in the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Failure to own or lease minimum equipment ;
- The absence of a categorization certificate, where applicable;
- Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQI.);
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- Lack of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of the financial capacity amounting to **40% of the total amount including TTC** (access to a line of credit or other financial resources, proof of financial solvency);

² The purpose of these criteria is to assess the compliance of the administrative documents, technical bid and financial proposal with the conditions set out in the tender documentation, with a view to awarding the contract.

15.2. Essential criteria

The criteria referred to as essential are those that are fundamental or key to assessing the technical and financial capacity of candidates to perform the services covered by the call for tenders.

The essential criteria for the qualification of tenderers will, as an indication, relate to:

- The presentation of the tender;
- The bidder's specific references exempted by its certificate of categorization;
- Staff qualifications and experience ;
- Logistical resources ;
- Methodology.

NB: - The system of scoring bids by awarding points is prohibited in favour of the binary mode (yes or no).

16. Award

The Mayor of the City of Bafoussam (Project Owner) shall award the contract to the tenderer who:

- Obtained the highest score in the technical analysis, **with at least 70% "YES" answers, i.e. 24 YES answers out of 34 essential criteria;**
- Meets the required technical and financial qualification criteria;
- And whose bid is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17. Maximum number of lots

The works specified in the said Call to Tender are launched in a single lot.

18. Validity period of bids

Bidders remain bound by their bids for **ninety (90) days** from the initial deadline for submission of bids.

19. Additional information

Additional information may be obtained during office hours from the Public Procurement Department of the Bafoussam City Council (located near the General Secretariat Meeting Room) Tel: 6 75 35 65 63 upon publication of this notice or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other means of electronic communication indicated by the Project Owner.

20. Combating corruption and malpractice

To report any instances of corruption or malpractice, please contact:

- CONAC on 1517;
- MINMAP: (+237) 671 12 81 08/ 694 70 63 36 / 699 37 07 48;
- ARMP: 6 99 60 70 87;
- MO/MOD: 699 75 14 07 / 699 50 68 81/ 699 97 41 47.

Done in Bafoussam, the 29 MAI 2026

The Mayor of the City

Copies:

- MINMAP/MIFI
- ARMP/WEST;
- project owner;
- President CIPM;
- Display.



Roger Tafam